



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 17 SEPTEMBRE 2021**

L'an deux mille vingt et un, le dix sept septembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BODENEZ Guillaume, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

GODET Nathalie

Excusés

LE GALL Jean-Noël (pouvoir à LEON Jean-Jacques)
TRMAL Marie-France (pouvoir à BONIZ Jean-Jacques)
BLANDIN Lénéaïc (pouvoir à CORNEC Elodie)
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)
BODILIS Jean-François (pouvoir à LETEURE Tiphaine)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à KERLAN Frédéric)
YVINEC Odile (pouvoir à TANGUY Anne)

Absents

HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline

Conseil de Communauté du 17 septembre 2021
Délibération n°DCC2021_118

Objet	Transformation de la Communauté en communauté d'agglomération
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Direction Générale
Thème	Direction générale

Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

La Communauté projette de se transformer en communauté d'agglomération au 1^{er} janvier 2022 en faisant application des dispositions de l'article L. 5211-41 du code général des collectivités territoriales.

En effet, ces dispositions prévoient qu'il est possible pour un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de se transformer en un autre type d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dès lors :

- qu'il exerce déjà les compétences fixées par la loi pour ce type d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;
- qu'il remplit les conditions de création de ce type d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

La Communauté remplira au 1^{er} janvier 2022 les conditions pour une transformation en communauté d'agglomération :

- du fait des transferts de compétences votés ce jour-même par le conseil de Communauté : elle exercera avant la fin de l'année 2021 l'ensemble des compétences obligatoires d'une communauté d'agglomération fixées par l'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales ;
- elle remplit les conditions de création d'une communauté d'agglomération tenant aux seuils de population fixées par l'article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales.

Par ailleurs, la transformation en communauté d'agglomération implique certaines modifications statutaires :

- une nouvelle répartition des compétences dans les catégories obligatoires/optionnelles/facultatives pour tenir compte de la répartition prévue par les dispositions de l'article L. 5216-5 du CGCT qui est applicable aux communautés d'agglomération.

Cette modification est purement formelle.

- La suppression du IV des statuts portant sur la possibilité d'adhésion de la Communauté à un syndicat mixte. Cette mention s'avère en effet inutile dès lors qu'en toute hypothèse une communauté d'agglomération est susceptible d'adhérer à un syndicat mixte en vertu de la loi (articles L. 5711-1 et L. 5721-2 du CGCT).

Ces précisions étant apportées, il est proposé au conseil de Communauté de délibérer en faveur de la transformation de la Communauté en communauté d'agglomération au 1^{er} janvier 2022 et d'approuver les modifications statutaires en annexe, et d'inviter les conseils municipaux des communes membres à délibérer sur la transformation en communauté d'agglomération et les modifications statutaires dans un délai de 3 mois dans le cadre procédural prévu par l'article L. 5211-41 du code général des collectivités territoriales.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-41, L. 5216-1 et L. 5216-5,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 3 septembre 2021

Vu l'avis favorable de la Commission Cohésion territoriale du 2 septembre 2021

Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 1 septembre 2021

Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 31 août 2021

Vu l'avis favorable de la Commission Attractivité du 30 août 2021

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 24 août 2021

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Décide la transformation de la Communauté en communauté d'agglomération au 1^{er} janvier 2022 et approuve les statuts en annexe.

Article 2 : Invite les conseils municipaux des communes membres à se prononcer sur la transformation en communauté d'agglomération et à approuver les statuts en annexe dans un délai de 3 mois à compter de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Charge le président de notifier la présente délibération aux maires des communes membres.

Article 4 : Autorise le président à prendre toutes mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération.